

qu'un journaliste parmi ses rangs — aucun rédacteur en chef ou dirigeant des réseaux et, si je ne m'abuse, aucun représentant de la plaque tournante des communications que constitue Toronto.

Le fossé entre la politique étrangère et les médias se situe à divers plans : la multinationalisation croissante de la diffusion de l'information, qui n'a pas de dimension canadienne ou qui a été affublée d'une « optique canadienne » en cours de route ; de graves divergences sur les objectifs et les priorités, sans pour autant qu'il y ait eu d'échanges sains et même contradictoires entre les journalistes et les diplomates, phénomène que l'on constate dans bon nombre de pays ; partant, l'absence ou la transgression de règles convenues, une certaine hostilité dirigée contre les institutions ou les individus et une tendance à privilégier les rumeurs entourant le processus d'élaboration des politiques plutôt que la substance même de ces politiques.

La Commission Kent s'est penchée sur ce problème et a constaté une baisse de professionnalisme dans le traitement que réservent les journaux canadiens aux questions de politique étrangère. De l'avis de la Commission :

« C'est un cercle vicieux. Il y a peu de correspondants canadiens à l'étranger. Par conséquent, les journaux canadiens comptent trop peu de rédacteurs qui soient familiers avec la scène mondiale. Ils ne savent donc pas traiter convenablement les nouvelles étrangères. Finalement, les rédacteurs en chef réussissent facilement à se convaincre que leurs lecteurs ne veulent pas de ce qu'ils ne peuvent présenter en toute assurance. »

Je partage les préoccupations de la Commission Kent en ce qui concerne le traitement des affaires étrangères dans les journaux. À la télévision, l'image sensationnelle d'une inondation ou d'un tremblement de terre a tendance à supplanter le commentaire réfléchi d'un Joe Schlesinger, d'un David Halton, d'un Craig Oliver, d'un Peter Trueman, d'une Madeleine Poulin ou d'un Pierre Nadeau. Il est inquiétant de constater une telle tendance alors même que tant de secteurs de la société canadienne manifestent un intérêt renouvelé pour les questions politiques et économiques internationales. À l'exception possible de la radio, les médias constituent une force intellectuelle incertaine dans le processus de définition ou d'interprétation de la politique étrangère du Canada. On peut difficilement se faire une image claire du monde en visionnant des séquences de quarante secondes.

Je ne demande ni n'attends l'accord des médias avec l'une ou l'autre des politiques du gouvernement. Ce que je souhaite, sans doute comme vous d'ailleurs, c'est une approche des affaires étrangères qui se caractérise par sa capacité d'analyse et d'interprétation et ce, dans une perspective qui stimule aussi bien le grand public que les décideurs gouvernementaux et les amènent à remettre en cause leurs opinions. Dans la mesure où les fonctionnaires sont responsables de la situation actuelle, et sans doute le sont-ils en bonne part, je concède que nous devons faire davantage pour inspirer, informer, expliquer et, de façon générale, relancer un dialogue constructif avec les médias canadiens.

J'aimerais maintenant poser quelques dernières questions et tirer certaines conclusions de réflexions fort personnelles sur la politique étrangère et l'intérêt public.